

ÉLECTIONS 2022

Le retour des points non négociables

Témoignage Chrétien

À l'automne 2016, quelques mois avant le scrutin présidentiel, l'épiscopat français avait publié un texte de réflexion assez ambitieux sur l'action politique intitulé *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*. La France – et sûrement la hiérarchie catholique elle aussi – demeurait ébranlée par la vague d'attentats terroristes qui l'avait impitoyablement meurtrie. Le contexte favorisait les interrogations sur ce qui faisait encore lien dans la société française et sur la nécessité de repenser ce qu'on appelle – parfois un peu benoîtement – le « vivre ensemble ». Le texte, apportant sa pierre à cette introspection, avait été salué et apprécié, même si la polémique avait surgi quelques mois plus tard, entre les deux tours de l'élection présidentielle, face à l'étonnant et désastreux silence de la Conférence des évêques de France (CEF), qui refusait obstinément de prendre position entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Sacrifiant à la tradition, le conseil permanent de la CEF a publié, le 19 janvier dernier, une note de cadrage en vue du scrutin des 10 et 24 avril prochain. « *Même si le langage employé est soft, ce texte est très normatif et analyse les enjeux politiques sur le mode de la morale* », remarque Denis Pelletier, historien spécialiste du catholicisme contemporain. De fait, il constitue une rupture nette par rapport à celui publié il y a cinq ans. En 2022, la note de la CEF est le reflet d'une ligne éminemment conservatrice pour qui les questions morales et bioéthiques prennent radicalement le pas sur les enjeux sociaux. Intitulée *L'Espérance ne déçoit pas*, elle organise l'essentiel de la réflexion autour du « *respect inconditionnel de toute vie humaine* ». Il en va ainsi du débat sur la légalisation de l'euthanasie, qui s'annonce comme l'un des principaux débats sociétaux de la prochaine échéance présidentielle. À mots couverts et de manière détournée, le Conseil permanent de la CEF affirme son opposition à toute discussion sur ce sujet délicat. « *Comment ne pas être étonnés et profondément attristés de voir se conjuguer, parfois de façon totalement contradictoire, la tentation de l'euthanasie avec une certaine surenchère sanitaire* », lit-on dans le texte.

Si la hiérarchie catholique admet, par ailleurs, la nécessité d'une « *transition écologique* », elle est corrélée également, de son point de vue, aux impératifs moraux, telle que la « *défense de la vie* », incluant la lutte contre le droit à

l'avortement. Se réclamant d'une « *écologie intégrale* », la CEF affirme « *le respect de la structure familiale et de la vérité de la filiation, la lutte contre la misère, l'habitat indigne et les conditions de vie dégradantes, le refus de tout ce qui porte atteinte à la dignité humaine, y compris l'esclavage* ». À mots couverts et dans d'étranges formulations, comme celle de « *trucages juridiques* », la hiérarchie catholique redit son opposition à l'ouverture de la PMA.

En donnant la priorité à l'impératif de la « *défense de la vie* », l'actuel Conseil permanent de la CEF ressuscite la ligne des points non négociables issus du texte publié en 2002 par le cardinal Joseph Ratzinger, alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, sur l'engagement des catholiques en politique. Ce texte est devenu la « *bible* » de l'aile la plus conservatrice du catholicisme français. Jusqu'à présent, les textes d'avant élection présidentielle tentaient de s'équilibrer entre impératifs moraux et engagement social. Ce n'est plus le cas.

En clair, il signe l'arrivée au pouvoir au sein de l'épiscopat de la génération « *lustigérienne* » et le poids pris par les réseaux militants post-Manif pour tous. L'un des pilotes du texte est Matthieu Rougé, l'évêque de Nanterre, qui s'est médiatiquement illustré lors de la bataille de la messe pendant les deux confinements liés à la pandémie. Le texte insiste d'ailleurs sur la notion de liberté religieuse, qu'il faut décrypter, puisqu'une fois encore ce sont des sous-entendus dans sa rédaction, comme un désaveu du vote de la loi contre le séparatisme et une inquiétude quant à l'interprétation du principe de laïcité.

En délaissant quasiment le terrain économique et social, abordé seulement sous l'angle de la dette publique et des violences contre les forces de l'ordre, la hiérarchie catholique, en France, est en retrait par rapport aux priorités du pontificat de François. C'est très net sur la question de l'immigration, pourtant au centre des préoccupations du pape et au cœur d'un début de campagne électorale violent.

Bernadette Sauvaget

Journaliste à [Réforme](#), spécialiste des questions religieuses